**Le marché du travail**

Parmi toutes les marchandises disponibles sur le marché, il en est une qui possède un statut bien particulier : il s'agit bien sûr de la force de travail, ou du travail (la distinction, importante d'un certain point de vue, nous importe peu ici). En effet, le travail est la seule marchandise à protester, parfois violemment, lorsque son prix baisse ! C'est aussi - et de loin - celle qui pose le plus de problèmes lorsque des stocks se constituent de manière plus ou moins permanente (c'est-à-dire lorsque apparaît du chômage). Aussi, on ne sera pas étonné si la discussion théorique sur le statut du marché du travail est des plus sensibles, dans la mesure où c'est une de celles qui porte le plus directement des enjeux et des choix politiques.

Dans ce chapitre, on se propose donc de voir comment les courants néoclassiques et Keynésien se sont affrontés sur cette question, au nom de quelles hypothèses et de quels raisonnements. Sans oublier, comme toujours, avec quelles arrière-pensées.

[**Haut de page**](http://www.pise.info/eco/travail.htm#haut)

**1. Le marché du travail chez les néoclassiques**

La démonstration néoclassique se conclut par un précepte demeuré célèbre : lorsque l'économie est en équilibre, il ne peut pas exister de chômage involontaire. Précisons les tenants et les aboutissants de cette affirmation.

Du point de vue de la théorie, l'offre et la demande de travail doivent être traitées exactement comme l'offre et la demande de toute marchandise. Je rappelle en deux mots de quoi il retourne : les offreurs de travail (rappelons qu'à la différence du langage courant, il s'agit des salariés potentiels) procèdent comme n'importe quels autres détenteurs de n'importe quel bien : ils arbitrent entre le fat de conserver leur marchandise ou de la proposer à la vente. Naturellement, plus le prix qu'ils peuvent espérer en tirer est élevé, plus ils seront disposés à vendre (et inversement). Cela veut donc dire que chaque travailleur potentiel procède à un arbitrage entre son travail et ses loisirs, et sera donc d'autant plus enclin à travailler que les salaires sont élevés, et d'autant plus à rester chez lui qu'ils sont faibles. Ces préférences des travailleurs, une fois agrégées les unes aux autres, déterminent donc la fonction d'offre du travail. Et, on l'aura compris, cette fonction est *croissante* par rapport au prix (le salaire).

Les demandeurs de travail (les employeurs) arbitrent pour leur part entre le travail et d'autres biens de production, puisque pour réaliser une même production, ils ont le choix entre plusieurs (et en théorie, une infinité de) combinaisons productives. La plus pertinente est bien sûr celle qui assure une production donnée au moindre coût. Les employeurs vont donc comparer ce que vont leur rapporter et leur coûter chaque unité en plus ou en moins des différents facteurs de production. Autreent dit, ils vont mettre en balance les différentes *productivités marginales* et les *prix* de ces différents facteurs. Ces calculs des différents entrepreneurs, mis bout à bout, forment donc la fonction de demande du travail, qui elle, est *décroissante* par rapport au prix.

Au final, pour peu que le marché du travail satisfasse aux critères de la concurrence pure et parfaite, on aboutit comme pour toute autre marchandise à un optimum, à savoir que le prix du travail s'établit à un niveau qui équilibre l'offre et la demande. Cela veut dire qu'il ne peut exister aucun chômage *involontaire* : aucun travailleur qui souhaite travailler au salaire proposé par le marché ne reste inemployé. Il peut certes y avoir des chômeurs, mais les néoclassiques parlent à ce sujet de chômeurs *volontaires* : ce sont des gens qui auraient peut-être accepté d'offrir leurs bras si le prix du travail avait été plus élevé, mais qui, étant donné le prix offert (qu'ils estiment trop faible), préfèrent ne pas travailler. Le seul chômage involontaire admis par la théorie néoclassique est transitoire : il concerne le passage d'un état d'équilibre à un autre, où certains ajustements sont inévitables.

Dès lors, s'il devait se former un chômage important, la seule solution consiste à laisser agir les forces du marché, qui ne manqueront pas de faire baisser le prix du travail (les salaires). Cette baisse des salaires résorbera le chômage, en agissant à la fois sur l'offre et la demande : sur l'offre, tout d'abord, puisque face à un salaire diminué, les travailleurs seront moins nombreux à vouloir travailler et qu'ils préfèreront privilégier leurs loisirs. Sur la demande, ensuite, puisque le travail étant moins cher, les employeurs substitueront le travail à d'autres biens de production (des machines), et augmenteront donc le nombre de salariés nécessaires pour une même production.

La théorie néoclassique rejoint ici le « bon sens » (celui qui fait dire que la Terre est plate). Il paraît en effet évident, tant cette apparente vérité est répétée a satiété par maints experts, journalistes ou hommes politiques, que pour lutter contre le chômage, il convient d'abaisser le coût du travail. Là encore, on peut se demander si le raisonnement est aussi solide qu'il en a l'air. Mais on peut (et on doit) aussi se demander qui à intérêt à le défendre.

Le raisonnement néoclassique, si l'on veut l'appliquer de manière conséquente, amène donc à s'opposer, dans l'intérêt même des chômeurs, à tout ce qui peut entraver le libre fonctionnement du marché du travail. C'est vrai en particulier des syndicats (qui empêchent la concurrence d'être « parfaite » ). C'est aussi vrai de toute règlementation, notamment du SMIC, ce prix minimum imposé de la marchandise « travail ». Dans ce cadre théorique, le SMIC est au mieux inefficace, au pire fauteur de chômage permenanent. Il est inefficace si le salaire d'équilibre lui était de toute façon supérieur ; dans ce cas, cela veut dire que l'État fixe un prix minimum qui est au-dessous du prix du marché. Ce prix minimum n'a donc aucun rôle. Mais si le prix d'équilibre aurait dû se trouver au-dessous du SMIC — et on peut penser que le nombre de salariés payés au SMIC constitue une indication en ce sens — alors le SMIC constitue clairement une barrière qui empêche le retour à l'équilibre, et qui engendre artificiellement du chômage permanent: en fixant légalement un prix supérieur au prix d'équilibre, il gonfle artificiellement l'offre de travail de la part des salariés, tout en déprimant la demande de la part des entreprises de cette marchandise trop chère par rapport à ce qu'elle rapporte (sa productivité marginale).

On peut donc trouver aisément des centaines de publications se réclamant de l'inspiration libérale (voire « libertarienne »), qui réclament la suppression du salaire minimum, voire l'interdiction des syndicats, afin de combattre le chômage. Ces positions, quoique dans un contexte et avec un cheminement différent, font lointainement écho à celles de Malthus, qui en son temps préconisait déjà l'arrêt des aides aux pauvres... dans l'intérêt bien compris des pauvres eux-mêmes, cela va sans dire.

Même si bien peu d'hommes politiques se revendiquent ouvertement de cette inspiration théorique (il faut dire que revendiquer la suppression du SMIC, pour gagner une élection, ce n'est pas forcément l'idéal), en revanche, on aura compris que l'idée générale, elle, est présente dans la plupart des discours : la lutte contre le chômage passe par un abaissement du coût du travail (expression qui semble moins douloureuse que parler des salaires, mais qui signifie très exactement la même chose).

[**Haut de page**](http://www.pise.info/eco/travail.htm#haut)

**2. La critique keynésienne**

Je n'examinerai pas ici les objections que le courant marxiste a présenté à ce raisonnement. Disons simplement que selon Marx, le chômage était un mode de fonctionnement inhérent au système capitaliste ; il était vain d'espérer l'éradiquer dans le cadre de ce système, et la seule manière d'en venir à bout était d'abattre le capitalisme lui-même.

Les lignes qui suivent se limiteront à la critique qu'en fit Keynes. Celui-ci était lui-même issu de la tradition néo-classique ; mais, un certain nombre d'événements l'avaient conduit à rompre avec cette tradition.

La première objection que peut soulever le raisonnement néoclassique concerne l'offre de travail, même si ce n'est pas sur ce point que Keynes a focalisé l'essentiel de sa critique.

À la base des développements néoclassiques sur l'offre de travail , on trouve comme on l'a rappelé la « désutilité » dudit travail : rappelons que les offreurs de travail (les salariés potentiels) sont censés arbitrer librement entre travail et loisirs. Le marché est donc censé leur permettre de doser heure par heure (et en théorie, milliseconde par milliseconde !) la quantité de travail qu'ils souhaitent offrir. Cette hypothèse paraît assez difficile à admettre, dans un marché où le travail possède une durée légale (même si des aménagements sont possibles). Mais surtout, et c'est là le plus important, l'offre de travail est supposée être une fonction croissante de son prix. Cela signifie que moins le travail vaut cher, moins les salariés sont censés être tentés d'en proposer, et plus ils sont censés lui préférer les loisirs. Cette hypothèse est absolument indispensable pour l'ensemble du raisonnement néoclassique : si on la retire, celui-ci s'effondre de bout en bout : dans le cas d'une offre de travail décroissante, l'équilibre peut ne pas exister.

Or, l'hypothèse de l'offre de travail croissante en fonction du prix est en réalité assez contestable, dans la mesure où la plupart des salariés n'ont que leur travail pour vivre, et n'ont guère de choix ! Ainsi, on peut penser légitimement qu'une baisse des salaires conduit les salariés à vouloir travailler non pas moins (comme le disent les néoclassiques), mais davantage, afin de compenser leur baisse de revenu horaire. Dans ces conditions, la baisse des salaires, pésentée comme un remède au chômage, entraînera au contraire un accroissement de l'offre de travail... donc du chômage.

Mais c'est surtout sur la demande de travail de la part des entreprises que Keynes va concentrer sa critique, en pointant du doigt le problème du niveau global de la production (problème que les néoclassiques considèrent comme réglé par définition). La critique de Keynes s'inspire d'une situation qu'il a observée : celle de la crise des années trente, où toute baisse supplémentaire du salaire semblait incapable de résorber le chômage, où les emplois manquaient même pour les salariés prêts à travailler à n'importe quel prix, et où la crise se manifestait d'abord et avant tout comme une immense surproduction entraînant une spirale déflationniste : une crise de la demande, que toute baisse supplémentaire des salaires ne pouvait qu'aggraver.

Keynes part donc de cette demande, en forgeant toutefois un concept nouveau : la demande qui joue le rôle clé dans sa théorie n'est pas la demande constatée à un instant donné, la demande telle qu'elle anticipée par les entrepreneurs ; car c'est sur la base de cette anticipation que ceux-ci prendront ensuite la décision d'investir ou non. A la suite de Malthus, Keynes appelle cette demande la demande effective, ce qui est une traduction un peu trompeuse : il ne s'agit en effet pas de la demande effectivement constatée, mais de celle qui produit des effets réels (bien que du fait qu'il ne s'agisse que d'une anticipation, elle soit en quelque sorte encore virtuelle).

Cette demande effective est elle-même composée de deux éléments : la demande de biens de consommation, et la demande de biens d'investissement.

* En ce qui concerne la part que les ménages vont consacrer à la consommation, Keynes affirme qu'elle est varie à l'inverse de leur revenu : par rapport aux pauvres, les riches épargnent une partie beaucoup plus importante de ce qu'ils gagnent. L'épargne, pour Keynes, est un simple résidu : c'est la fraction du revenu qu'on ne consomme pas.
* L'investissement, quant à lui, dépend de l'écart entre le taux de l'intérêt et ce que Keynes appelle l'efficacité marginale du capital, et que l'on peut définir comme la profitabilité anticipée d'une unité supplémentaire de capital.

Contrairement à la tradition néoclassique, qui affirmait que l'épargne se transformait nécessairement en investissement (la variable équilibrant les deux étant le taux d'intérêt, Keynes va éfendre l'opinion que ces deux grandeurs sont déterminées tout à fait indépendamment l'une de l'autre, et que certains facteurs poussent à la détention de la monnaie par les agents. Il peut donc exister un déséquilibre global entre l'offre et la demande, déséquilibre que l'on peut interpréter pour l'essentiel comme une insuffisance de l'investissement.

Ainsi, c'est la demande effective qui détermine le niveau de la production, et par contrecoup, le niveau de l'emploi. Or, insiste, Keynes, rien ne garantit que la demande effective(telle qu'elle a été définie dans le raisonnement) corresponde à un niveau de production assurant le plein emploi.

Keynes insiste sur l'existence de la thésaurisation monétaire (due à la préférence des agents pour la liquidité), qui rend possibles les situations de surproduction : contrairement à ce qu'affirmaient les néoclassiques, l'épargne et l'investissement ne sont pas forcément égaux. Le taux n'intérêt n'équilibre pas épargne et investissement, mais offre et demande de monnaie, ce qui n'est pas du tout la même chose.

Pour lutter contre le chômage, Keynes affirme donc l'inutilité, voire la nocivité des recommandations néoclassiques traditionnelles. La baisse des salaires, au lieu de stimuler la demande de travail, ne peut que contribuer à déprimer la demande effective, donc le niveau global de la production, et donc la demande de travail. Par conséquent, les seuls moyens d'action efficaces sont ceux qui peuvent augmenter la demande effective, et ils sont entre les mains de l'état qui ne doit pas laisser le marché trouver seul un équilibre dit *de sous-emploi*. Ces leviers aux mains de l'État sont essentiellement :

* une politique de création monétaire, passant notamment par des taux d'intérêt bas, afin de favoriser l'investissement.
* une politique d'investissement publics, en particulier de grands travaux, susceptible d'absorber directement une partie des chômeurs et de stimuler tan la consommation (via leurs salaires) que l'investissement.
* une politique fiscale et sociale visant à redistribuer les revenus en faveur des couches les plus désargentées, celles qui consomment la plus grande partie de leur revenu.

Il ne faudrait toutefois pas commettre l'erreur de prêter à Keynes un raisonnement strictement en miroir des néoclassiques, et penser que là où cex-ci pensaient combattre le chômage par une hausse des salaires, Keynes aurait péconiser une hausse de ces même salaires. Keynes savait qu'en période de crise, la rentabilité des entreprises est dégradée, et qu'une augmenation des salaires, tout en stimulant la demande, pouvait en même temps dégrader l'activité économique en abaissant la profitabilité des entreprises. C'est pourquoi Keynes a toujours conservé une attitude ambigue vis-à-vis des hausses de salaires en tant que remède contre la crise (ses adversaires l'accusant d'entretenir sciemment la confusion). En fait, Keynes préconisait bien davantage une stimulation de l'investissement via l'État ; quant aux modifications de la répartition des richesses qu'il appelait de ses voeux, elle concernait principalement les rapports entre les capitalistes entrepreneurs (q'il fallait avantager) et les prêteurs (dont il convenait de réduire les revenus et 'influence au minimum). Keynes utilisa à ce propos une formule qui devait rester célèbre, en prônant *l'euthanasie du rentier*.

D'un point de vue plus général, on peut ainsi dire que l'analyse keynésienne se démarque sous quatre aspects majeurs du courant néoclassique :

* Keynes raisonne sur une dynamique, sur des flux de biens et de monnaie, là où les néoclassiques étudient des situations statiques, où les agents disposent de stocks donnés (les « dotations initiales »).
* Il introduit une dimension d'incertitude et d'anticipation des agents (tant concernant la demande, avec la demande effective, que les profits, avec l'efficacité marginale du capital) là où les néoclassiques raisonnaient à partir de situations où les agents disposent d'une information parfaite.
* Il raisonne sur une économie monétaire, là où les néoclassiques utilisaient un modèle purement réel (c'est-à-dire un modèle où la monnaie n'intervient qu'en tant qu'unité de compte parfaitement neutre). Ce qui implique à la fois que la monnaie puisse être désirée pour elle-même (ce qui invalide la loi des débouchés) et plus généralement, que les phénomènes monétaires (tels que l'inflation) ont une conséquence directe sur le niveau d'activité réel.
* Keynes veut montrer que le marché, livré à lui-même, n'est pas forcément capable d'aboutir à l'optimum. C'est en particulier le cas sur la question sensible du chômage. Toute son analyse vise donc à légitimer l'intervention économique de l'État, supplétif indispensable à l'initiative privée, et à donner des fondements rationnels à cette intervention.

Les thèses keynésiennes, devenues (avec plus ou moins de fidélité) la doctrine officielle des États développés durant les « trente glorieuses », ont été depuis largement critiquées et remises en cause par les héritiers du courant néoclassique. Mais ceci est une autre histoire..